



16ème législature

Question N° : 16487	De Mme Manon Meunier (La France insoumise - Nouvelle Union Populaire écologique et sociale - Haute-Vienne)	Question écrite
Ministère interrogé > Éducation et jeunesse		Ministère attributaire > Éducation et jeunesse
Rubrique >enseignement	Tête d'analyse >Des moyens pour l'école, pas des uniformes	Analyse > Des moyens pour l'école, pas des uniformes.
Question publiée au JO le : 26/03/2024 Question retirée le : 11/06/2024 (fin de mandat)		

Texte de la question

Mme Manon Meunier interroge Mme la ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse sur l'uniforme à l'école. « Dans la classe de mon fils, il y avait des champignons au plafond ! » « Ici, on a à peine 30 euros par élèves et par an et on va payer 200 euros d'uniformes aux élèves ? » « Si les parents ne récupèrent pas d'argent, jamais les enfants ne partiront ». « Oui, 10°C, c'est ce qu'il faisait en classe ». « Quand on a un carreau cassé, c'est la croix et la bannière pour le faire changer ! » Ces mots proviennent de parents et professionnels travaillant au sein d'écoles de la ville de Limoges. Mme la députée est persuadée que dans le reste du pays il serait possible d'entendre ces constats amers. Depuis plusieurs années, les conditions de travail des enseignants et d'éducation des enfants se dégradent. À tout niveau, il semblerait que l'école se précarise et savoir que l'État et certaines communes peuvent avoir pour priorité d'imposer un uniforme aux enfants semble totalement déconnecter des attentes du terrain. Les classes ferment. En l'espace de 40 ans, 17 000 écoles ont fermé dans le pays. Cette année, parce qu'il « faut rendre des moyens », l'académie de Limoges supprime presque 30 classes, dans les villes et les campagnes. Députée depuis 2022, elle est régulièrement sollicitée pour des classes surchargées. Malgré les avertissements, l'éducation nationale persiste et ce phénomène va s'amplifier, contre toute logique pédagogique. L'inclusivité semble être un mirage. Avec des salaires à 750 euros par mois en moyenne, le métier d'accompagnant des élèves en situation de handicap est en logique tension. Les parents désespérés la sollicitent pour que l'on trouve des AESH à leurs enfants, parce que les besoins ne sont pas couverts, il n'y a pas assez de personnel pour les enfants qui nécessitent cet accompagnement. Certains parents recourent à des « Aesh libéral » pour permettre à leur enfant d'avoir un suivi. La précarité du métier va donc créer une école à deux vitesses : ceux qui pourront payer un « educ'spé » et ceux qui attendront désespérément que quelqu'un « trouve une AESH ». Un enfant qui a besoin d'une AESH a besoin d'une AESH, pas d'un uniforme. L'état des bâtiments. L'an dernier, TF1 est venu jusqu'à Limoges pour aborder les températures dans les classes. Entre 11 et 14°, voilà dans quelles conditions certains élèves ont eu école. Partout en France, on a des écoles dans des états déplorables, entre passoires thermiques et coins à champignons du fait de l'humidité. Autre point qui mériterait une forte vigilance : l'amiante. Selon France info, dans au moins 5 000 écoles en France, on peut détecter la présence de matériaux amiantés, plus de 30 à Limoges. Compte tenu de l'état de certaines écoles, l'amiante peut se dégrader et devenir extrêmement dangereuse. L'uniforme contiendra-t-il une combinaison anti-amiante ? Les sorties scolaires, ce luxe qui ne devrait pas en être un. Mme la députée a fait le choix de reverser la moitié de son indemnité parlementaire à des associations, collectifs, syndicats, etc. Quelle fut sa surprise de voir que, parmi les associations les plus « demandeuses », il y avait les associations de parents d'élèves, pour financer des voyages scolaires. Cela parce que l'État et les mairies réduisent les budgets alloués aux sorties, pourtant essentiels pour les enfants. Ainsi, elle ne peut que déplorer de savoir que sans ces « dons », des enfants ne pourraient pas découvrir le reste du pays. Elle ne peut pas croire que Mme la ministre ne connaisse pas ces situations. Alors, comment comprendre que l'État puisse avoir pour seule ambition de financer des uniformes, alors que tout le reste manque ?



Et comment comprendre que certaines communes appuient en ce sens, sans s'offusquer des conditions d'études qui se dégradent. Les enfants méritent mieux que ça, l'avenir de la nation mérite mieux que cela. Il faut leur permettre d'étudier dans des salles convenables, d'avoir des AESH s'ils en ont besoin, de pouvoir visiter le pays dans sa diversité et sa beauté. L'argent doit être mis pour cela. Elle souhaite connaître sa position sur le sujet.